



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Circonscription

1453, rue Beaubien Est
Bureau 208
Montréal (Québec)
H2G 3C6
Tél. : 514 729-5342
Télééc. : 514 729-5875



*Alexandre
Boulerice*

Député
Rosemont—
La Petite-Patrie

Alexandre.Boulerice@
parl.gc.ca
boulerice.org

Ottawa

Pièce 1030
Édifice La Promenade
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6
Tél. : 613 992-0423
Télééc. : 613 992-0878

Ottawa, le 31 mars 2015

Madame Valoree McKay
1150 Morrison Drive, Suite 400
Ottawa, Ontario
K2H 8S9

RECEIVED APR 13 2015

RE : C-51

Madame la directrice générale,

Nous avons bien reçu votre lettre datée du 20 mars 2015. Je vous remercie de nous avoir écrit à propos du projet de loi C-51.

C'est évident, le terrorisme menace le Canada, de l'intérieur comme de l'extérieur. Nous ne sommes pas contre la lutte au terrorisme mais nous pensons que nous n'avons pas à choisir entre nos libertés et notre protection. Comme l'a dit Benjamin Franklin, « Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité finit par perdre les deux. »

Le gouvernement conservateur a proposé une mesure législative lacunaire qui va trop loin puisqu'elle menace les libertés civiles sans protéger la population.

Les néo-démocrates, au lieu de soutenir ledit projet de loi en cédant à la peur, ont décidé de l'examiner soigneusement et de mener de vastes consultations auprès des intervenants et de son électorat. Les néo-démocrates sont depuis toujours convaincus que les libertés fondamentales, au cœur de la société canadienne, ne peuvent pas être sacrifiées au nom de la sécurité publique. Nous pouvons et nous devons protéger les deux.

Les néo-démocrates demandent au gouvernement du Canada de ne pas précipiter l'adoption du projet de loi au Parlement et d'écouter plutôt ce que les experts et les Canadiens inquiets ont à dire à son sujet. Les néo-démocrates demandent aussi au gouvernement du Canada d'inclure un mécanisme rigoureux et autonome de surveillance civile des organismes de sécurité et de renseignement, et de redonner à ceux-ci les ressources adéquates disparues avec les coupes budgétaires imposées par les conservateurs. Les organismes de sécurité publique devraient aussi collaborer avec les collectivités à risque afin d'élaborer des programmes de déradicalisation parce que c'est là une approche communautaire efficace pour contrer les menaces potentielles.

Le projet C-51, dans sa forme actuelle, restreint donc les libertés civiles et donne un pouvoir accru aux services nationaux de renseignement et de sécurité.

J'espère vous avoir clairement expliqué notre position.

Cordialement,

Alexandre Boulerice

Député de Rosemont - La Petite-Patrie | MP for Rosemont - La Petite-Patrie
Nouveau Parti Démocratique | New Democratic Party

